

Activités 2016-2018 du CIRIEC-France

Introduction

S'il y a bien un sujet qui devrait être au centre des politiques publiques aujourd'hui, c'est celui de l'avenir de nos sociétés dans un monde de grands paradoxes :

- des progrès technologiques et médicaux faramineux en quelques dizaines d'années, mais qui sont loin de bénéficier à tous ;
- un modèle économique dominant qui génère de la croissance et de la richesse, mais qui creuse de plus en plus les inégalités de revenus et qui porte atteinte à l'environnement ;
- l'avènement d'une transformation numérique qui révolutionne positivement les services aux personnes et les relations entre elles, mais qui dans le même temps, crée de grandes incertitudes sur l'organisation du travail, et de probables risques d'asservissement par les géants économiques mondiaux et les prédateurs de toutes sortes, et donc sur la démocratie ;
- sans omettre l'affrontement croissant des communautés, alors que le contexte mondial exigerait entente, mutualisation, et regroupement des forces pour un meilleur vivre ensemble.

Les raisons de cette situation proviennent en grande partie de ce système économique néolibéral qui domine l'économie et la finance mondiales, basé sur le dogme que le marché et la concurrence règlent tout. Ce système a généré, outre des inégalités croissantes, des hyper producteurs et des hyper consommateurs, au point que la notion d'intérêt général s'est estompée, que les citoyens ont délaissé sinon rejeté les institutions, que les Etats ont vu leur souveraineté s'affaiblir, avec comme conséquence un grand risque pour la démocratie. L'exemple des traités transatlantiques est une illustration de cette volonté de mettre la liberté commerciale au-dessus des Etats, et leur négociation a constitué un déni manifeste de démocratie. Nous sommes donc face à de grandes interrogations sur le futur et de grandes inquiétudes compte-tenu des risques non maîtrisés et de l'absence de perspectives.

C'est ce contexte que le CIRIEC-France a pris en compte pour élaborer son programme de travail, avec un fil rouge, celui de travailler sur les modèles économiques qui servent l'intérêt collectif et qui sont en capacité de relever les défis du social, de l'environnemental et du développement durable. En cela, le CIRIEC-France entend s'inscrire dans le plan stratégique du CIRIEC international, en contribuant à la coopération avec les autres sections nationales pour conférer au CIRIEC la dimension internationale que ses fondateurs avaient affirmée.

1. Activités de recherche

Le groupe de recherche en Economie sociale

Pour l'essentiel, les travaux sur l'économie sociale et solidaire (ESS) ont été menés au cours de la période sur l'idée d'une meilleure conjugaison entre les politiques publiques, notamment locales, et les activités d'intérêt général conduites par les organisations de l'économie sociale. Les politiques publiques, en effet, manquent de plus en plus de moyens face à l'augmentation des besoins et, plutôt que de transférer au secteur lucratif des pans entiers de services d'intérêt général, il semblerait préférable d'organiser plus de synergies efficaces entre les collectivités publiques et les organisations non-lucratives de l'économie sociale.

C'est avec cette conviction que les travaux du CIRIEC-France se sont traduits par la réalisation d'une recherche-action sur le thème des synergies entre économie publique et économie sociale, réalisée en application d'une Convention conclue avec la Direction Générale à la Cohésion Sociale du ministère de l'Economie et des Finances.

Elle s'est articulée en 2016 autour des événements suivants :

- Dîner-débat : **"La santé financière des collectivités locales"** (Paris, 25 mai 2016). 63 participants.

Intervenants :

- * Jérôme GRENTHE, Directeur de Marché Secteur Public et Désintermédiation, ARKEA Banque
- * Nicolas LAROCHE, Délégué général de l'association *Forum pour la Gestion des Villes*
- * Denis HAMEAU, Vice-Président du Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté, chargé de l'économie sociale et solidaire ; Président de la commission déléguée Economie sociale et solidaire de l'Association des Régions de France
- * Christian GUICHETEAU, Administrateur général des Finances publiques ; Président de l'Association française de cautionnement mutuel (AFCM).

- Dîner-débat : **"La transversalité entre l'économie publique et l'économie sociale et solidaire au service de l'intérêt général - Les entreprises de l'économie sociale et solidaire et les entreprises publiques, vecteurs de la transformation de l'Etat stratège pour un changement de modèle de développement ?"**, en partenariat avec le Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale et le Réseau Inter Universitaire de l'ESS. (Paris, 30 juin 2016). 72 participants.

Intervenants :

- * Anne RUBINSTEIN, Déléguée à l'économie sociale et solidaire du Groupe La Poste
- * Michel ABHERVE, Professeur associé à l'Université de Paris Est Marne-la-Vallée
- * Jean-Louis CABRESPINES, Président du Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale, Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental

* Jacques-Yves HARSCOUET, Directeur général Programmes Publics et Sociaux du Groupe Up.

Les débats publics ont fait l'objet de publication d'Actes, tandis que la recherche-action a été publiée sous le titre : ***Les transversalités entre Economie Publique et Economie Sociale et Solidaire au service de l'intérêt général.***

Le groupe de recherche en Economie publique

Les travaux dans le domaine de l'économie publique ont été consacrés à la réalisation d'un ouvrage dans la perspective du congrès de Reims des 21-23 septembre 2016, intitulé ***Quel modèle d'État stratège en France ?*** Cet ouvrage a traité d'une notion d'État stratège devenue une référence très largement mobilisée dans des discours d'horizons divers, pour initier la réforme de l'État, le mettre en capacité d'agir de manière efficace et même efficiente, pour déployer une démarche porteuse d'avenir. Mais après trois décennies de réflexions et de mises en œuvre de réformes, force est de constater que des interrogations majeures subsistent sur la capacité du modèle français à faire de son État un stratège. Les interrogations ont porté tout particulièrement sur la réelle capacité d'action de l'État dans un contexte d'eupéanisation et de mondialisation qui réduit ses marges de manœuvre, sur le besoin de refonte de son système d'organisation dans une optique d'efficacité, et également sur son aptitude à se réformer.

L'ouvrage a voulu tirer les leçons de l'expérience française, sur la base d'un diagnostic partagé et sans complaisance, en mobilisant les connaissances d'experts, praticiens et scientifiques, relevant de domaines de compétences variés, pour déboucher sur des préconisations d'avenir, en cherchant à repenser ce qui fait ou devrait faire figure de modèle français.

Les contributions de l'ouvrage ont été articulées en quatre parties et vingt chapitres en apportant des éclairages divers mais convergents. Elles émanent d'économistes, de personnalités politiques, de membres de la haute fonction publique ou d'administrateurs de grandes organisations réunis par la richesse du réseau CIRIEC pour croiser les réflexions sur la situation d'aujourd'hui, et préciser ce que pourrait être une nouvelle conception de l'État stratège pour aborder les multiples mutations de nos sociétés.

En 2017, a été initiée l'élaboration d'un nouvel ouvrage intitulé ***Education et intérêt général***, ouvrage qui devrait apporter beaucoup dans le cadre de la réflexion en cours de la société française sur son système éducatif.

Thèmes abordés :

- Les politiques de l'éducation en France : origine et orientations
- L'organisation et la gestion du système éducatif
- L'école dans la lutte contre les inégalités et la préparation à la vie sociale
- Les répercussions économiques de l'éducation
- L'enseignement supérieur et la recherche
- Expériences étrangères et comparaisons internationales.

L'ampleur du sujet obligera à faire des choix qui devront tenir compte des spécificités du CIRIEC. L'approche sera principalement socio-économique et non pédagogique, et l'accent sera mis notamment sur l'organisation et la gestion du service public, la préparation à la vie sociale et professionnelle, l'enseignement des sciences économiques et sociales, la liaison avec la société civile, les comparaisons internationales, les problèmes d'évaluation.

35 personnalités de renom ont adressé leurs contributions, et après validation scientifique, l'ouvrage devrait être publié en octobre 2018.

2. Conférences et colloques

- **31^{ème} Congrès international du CIRIEC – 21-23 septembre 2016 à Reims**

Le 31^{ème} Congrès a été organisé par la Section française à Reims et a réuni, du 21 au 23 septembre, quelque 350 participants de 25 pays qui ont débattu des **politiques publiques face aux enjeux sociaux et démocratiques de la mondialisation : quels projets pour l'économie publique, sociale et coopérative ?**

Dans le contexte de mutation profonde de la société liée à la mondialisation économique et aux transitions de divers ordres (sociétale, environnementale, numérique...), face aux crises et à leurs conséquences sur l'accroissement des inégalités, et aux risques démocratiques dans une absence ressentie de perspectives vers un monde meilleur, le Congrès a voulu débattre de l'efficacité des politiques publiques pour conduire des évolutions dont l'objectif prioritaire doit être la satisfaction des besoins des individus, et l'amélioration des conditions de vie en société.

Les différentes questions qui se posent au regard de l'évolution de la société et les réponses qui devraient leur être apportées ont ainsi été abordées dans quatre ateliers :

- L'Etat stratège et les politiques publiques
- La dynamique de l'économie sociale et solidaire
- Innovations sociales et réduction des inégalités dans les territoires
- Enjeux de la transition numérique.

De nombreuses personnalités politiques, universitaires, chercheurs et praticiens du monde entier ont participé au Congrès, notamment :

- Odile KIRCHNER, Déléguée Interministérielle à l'ESS représentant Martine PINVILLE, Secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie Sociale et Solidaire,
- Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique de Belgique,
- Monique LEROUX, Présidente de l'Alliance Coopérative Internationale

- Denis HAMEAU, Président délégué de la Commission déléguée Economie Sociale et Solidaire de l'Association des Régions de France.
- Jean-Hervé LORENZI, Président du Cercle des Economistes et Monique CASTILLO, philosophe, ont présenté de leur côté leur vision de la mondialisation.

• **Conférence : « Refondation de l'Etat stratégie : quelles propositions ? »**

Cette conférence a été organisée le 17 mars 2017 au siège de la MGEN. Le but était de présenter l'ouvrage *Quel modèle d'Etat stratégie en France ?*. Que veut dire cette expression ? Quel peut en être le contenu de façon concrète, dans une économie ouverte sur le monde et dans une organisation multi-niveau où la mondialisation, l'Europe et les collectivités décentralisées jouent un rôle croissant ?

Les débats ont été animés par Patrick LELONG, Journaliste à France Info et LCP :

- Accueil et introduction par Thierry BEAUDET, Président de la MGEN et de la Mutualité Française et Alain ARNAUD, Président du CIRIEC-France et du CIRIEC international
- Table ronde avec Philippe BANCE, Président du Conseil scientifique international du CIRIEC (Université de Rouen) qui a dirigé la publication de l'ouvrage, Jacques FOURNIER, ancien Président de la SNCF, Conseiller d'Etat honoraire et Thierry BEAUDET.
- Débat et échanges avec la salle (avec la participation des auteurs)
- Clôture de la conférence par Roland BERTHILIER, Vice-Président délégué du groupe MGEN et Alain ARNAUD.

• **Colloque « Bien vieillir avec le numérique » - Prix Cigalades 2017**

Ce colloque a été organisé le 9 mai 2017 au Ministère de l'Economie et des Finances, en partenariat avec les associations GALILEE.sp et AD-PA.

Le débat s'est intéressé aux potentialités d'amélioration des conditions de vie des personnes âgées grâce aux outils et applications innovants fournis par le progrès technologique et destinés à préserver l'autonomie des personnes âgées.

- Introduction par Catherine GRAS, fondatrice de Galilée.sp.
- Jérôme PIGNIEZ, spécialiste de la Silver-économie a présenté les enjeux du numérique dans le contexte du vieillissement de la population, en mettant en évidence l'intérêt des nouvelles technologies pour faciliter les conditions de vie des personnes vieillissantes, mais aussi les dérives auxquelles cela pourrait conduire.

- Guénaëlle HAUMESSER, Directrice de Générations Mutualistes a présenté les retours d'expériences menées dans le réseau de la Mutualité Française.
- Armel DE LESQUEN, Co-fondateur de la start-up Famileo a fait part de la mise en œuvre concluante d'un applicatif très intéressant destiné à maintenir le lien familial et intergénérationnel avec un proche hébergé en EHPAD, et qui rencontre du succès auprès des familles.
- Romain GIZOLME, Directeur général de l'association des directeurs d'établissements pour personnes âgées et le Docteur Benjamin RIMAUD, médecin coordonnateur d'un Ehpad de la MGEN, ont souligné l'importance de prendre en considération les souhaits à 80 % des personnes âgées de rester à leur domicile, mais aussi d'améliorer la prise en charge de celles devenues très dépendantes et de faciliter la vie des aidants.
- Michel PAPAUD, Directeur général des Services de Grenoble-Alpes-Métropole a évoqué la nécessité pour les collectivités locales d'apporter des solutions globales en proximité pour satisfaire les besoins sociaux des populations, en favorisant les partenariats non-lucratifs susceptibles d'être mis en œuvre.
- En conclusion des débats, Jean-Manuel KUPIEC, Directeur-général adjoint de l'Ocirp et Délégué général du CIRIEC-France, a rappelé que la loi d'adaptation de la société au vieillissement ne se limitait pas à la question de la perte d'autonomie des personnes âgées, mais concernait l'ensemble de la société, et la place que cette société entendait réserver aux personnes âgées. Pour autant, si cette loi édictait de bons principes et une volonté, il manquait les moyens nécessaires à leur concrétisation.

• Conférence internationale : « La gouvernance des organisations publiques dans l'économie du 21^{ème} siècle »

Organisée le 9 juin 2017 à l'Université de Rouen par le CIRIEC international et le CIRIEC-France, en partenariat avec le réseau Erasmus + Jean Monnet EUsers, cette conférence internationale avait pour objet de présenter les résultats des recherches et de mener une réflexion partagée sur de nouvelles formes de gouvernance au service de l'intérêt général.

Ont été réunis décideurs publics, dirigeants d'entreprises, universitaires pour débattre de questions essentielles pour la bonne gouvernance de l'action publique :

- Ouverture par Joël ALEXANDRE, Président de l'Université de Rouen Normandie (France)
et Françoise GUEGOT, Vice-Présidente chargée de l'enseignement supérieur du Conseil Régional de Normandie (France)

- Séance plénière 1 :
 - Philippe BANCE, Université de Rouen et Président du Conseil scientifique international du CIRIEC (France)
 - Massimo FLORIO, Université de Milan, Coordinateur du réseau Jean-Monnet EUsers et Président de la Commission scientifique internationale « Entreprises publiques / Services publics » du CIRIEC (Italie)
 - Grand témoin : Louis GALLOIS, Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A., ancien dirigeant de grandes entreprises publiques (France)
- Séance plénière 2 :
 - Marie-Christine VERGIAT, Membre du Parlement européen – GUE (France)
 - Lucie MUNIESA, Directrice Générale-Adjointe de l'Agence des Participations de l'Etat (APE) France)
 - Jean-Luc LEGER, Président du CESER Normandie (France)
- Atelier A – *Modèles d'organisation des services publics : Régulation et missions publiques*
 - Bernard BOLLY, Directeur de Form'Action André Renard – FAR (Belgique)
 - Michel PAPAUD, Directeur général des Services de Grenoble-Métropole, ancien Préfet des Alpes de Haute-Provence
- Atelier B – *Ressources pour des services de qualité : financement, ressources humaines, participation des usagers*
 - Massimo CINGOLANI, Banque européenne d'investissement (BEI) (Luxembourg))
 - Thierry MIGNAUW, ancien Directeur général délégué de SNCF-Réseaux (France)
- Clôture par Alain ARNAUD, Président du CIRIEC international, Philippe BANCE, Jacques FOURNIER, Président d'honneur du CIRIEC-France.

3. Les Perspectives

La stratégie du CIRIEC-France s'appuie sur les axes suivants :

1 – au plan des recherches

- Poursuite des travaux ayant pour objectif de démontrer la nécessité d'organiser des transversalités entre économie publique et économie sociale, au meilleur bénéfice de l'intérêt général ;
- Participation à la mesure de l'impact social initiée par les pouvoirs publics français, tout en étant vigilants sur le risque de dilution de l'économie sociale dans le système économique général par une redéfinition de la notion d'entreprise ;

- Finalisation de l'ouvrage *Education et intérêt général* ;
- Prise en compte de nouveaux thèmes proposés par le Comité d'Orientation du CIRIEC-France : régulation financière - les jeunes dans la nouvelle économie - évolution du mode de gestion des entreprises publiques – complémentaire-santé et intérêt général.

2 – au plan des évènements

- Dîner-débat sur le thème « Vacances et politiques sociales » ;
- Dîner-débat sur le thème de l'avenir du paritarisme face à l'évolution de l'organisation du travail (à confirmer) ;
- Conférence internationale en fin d'année sur le thème « Finance et intérêt général : donner du sens à l'argent » ;
- Conférence avec la MGEN autour de l'ouvrage « *Education et intérêt général* » dans le cadre du 70^{ème} anniversaire des Droits de l'Homme (à confirmer).

3 – au plan du fonctionnement

- Recherche active de nouveaux membres ;
- Développement d'une politique de communication plus dynamique avec les moyens suivants : Site internet - les « Brèves » – les Entretiens du CIRIEC – les Cahiers (thématiques) du CIRIEC – présence sur les réseaux sociaux ;
- Recherche de nouveaux partenariats, tant institutionnels qu'universitaires.

Conclusion

La volonté du CIRIEC-France est de s'inscrire dans cette transformation de la société, numérique, économique, sociale et environnementale, et d'en analyser les conséquences sur l'avenir.

L'observation de cette rapide transformation qui s'annonce profonde conduit nécessairement à envisager des adaptations tant dans les orientations à prendre en matière de recherche que dans la mise en œuvre des activités pour plus de notoriété et de visibilité de notre organisation.

L'objectif est de positionner le CIRIEC-France comme acteur spécifique de la recherche sur l'économie d'intérêt collectif et sur la gestion du bien commun, sans opposer économie sociale, action publique et politiques publiques dans leur déclinaison nationale et territoriale, mais au contraire en travaillant sur les complémentarités et les synergies entre ces domaines, au meilleur bénéfice de l'intérêt général.